

Consultation nationale sur l'éducation artistique et culturelle
« Pour un accès de tous les jeunes à l'art et à la culture »

* * *

Contribution écrite de la Fédération des Villes Moyennes

Introduction

Cette contribution écrite s'appuie sur les témoignages de plusieurs villes adhérentes à la FVM, qui ont bien voulu faire part de leur expérience locale, pour alimenter les travaux du comité de pilotage. Révélateurs de ce qui se fait dans les territoires, mais aussi témoins des limites rencontrés sur le terrain, nous souhaitons que ces éléments servent de base à la réflexion que vous mènerez en faveur d'un nouveau plan pour l'éducation artistique et culturelle.

Cette contribution écrite vient compléter les propos tenus par Madame Marie-Cécile Duchesne, adjointe à la culture de la ville et agglomération de Vitré, le 29 novembre dernier au cours de son audition, ainsi que la position exprimée par Elisabeth Coquaz-Garoudet, au nom de la Fédération des Villes Moyennes.

Ils tenteront de répondre aux différents axes de développement du futur plan national de réforme de l'éducation artistique et culturelle tels que présentés dans le document servant de base à la concertation.

* * *

Présentation de la Fédération des Villes Moyennes

La FVM est une association qui regroupe les maires des villes moyennes centres dont la population est comprise entre **20 000 et 100 000 habitants** ainsi que les présidents des intercommunalités (communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaine, syndicats d'agglomération nouvelle) qui intègrent une ville moyenne.

Elle a été créée en 1988 par Jean Auroux, ancien ministre, pour faire reconnaître les spécificités des villes moyennes et défendre leurs intérêts. Elle compte aujourd'hui 200 adhérents. Elle est présidée depuis le 9 juin 2011 par Christian Pierret, ancien ministre, maire de Saint-Dié-des-Vosges.

Trait d'union entre les métropoles et les espaces ruraux, relais des villes-centre vers leurs intercommunalités, chaînons indispensables du maillage territorial, les villes moyennes ont la particularité d'être souvent le dernier rempart avant la ruralité, et donc le dernier lieu d'accès aux services. Les équipements des villes moyennes, les services qu'elles proposent, bénéficient à un public bien plus large que les seuls habitants de la ville moyenne.

En matière culturelle, ce positionnement de « trait d'union » est très évident : il confère aux villes moyennes un rôle essentiel de médiation. Les populations viennent souvent de loin pour utiliser les équipements (médiathèques, bibliothèques, théâtre, musées), participer aux événements proposés, ou pour être scolarisés.

L'engagement des villes moyennes en faveur de l'EAC : une exigence dans toutes les villes

La culture est un domaine d'action publique particulièrement important pour les villes moyennes, qui assument de fortes charges de centralité pour le financement culturel. Les VM sont des pépinières de talent, formatrices premières des beaux esprits. Dans une ville comme Vitré, le budget dédié à la culture représente 20% du budget total, et bénéficie à un public bien plus large que les seuls habitants de la ville.

En particulier, les politiques relatives aux enseignements artistiques et culturels constituent des domaines privilégiés d'intervention des villes moyennes. Développer la lecture publique dans les écoles, soutenir les

pratiques artistiques des plus petits, renforcer l'éducation culturelle dans les écoles, favoriser la création artistique : voilà quelques unes des actions que les villes mènent au quotidien.

Favoriser une approche territoriale et partenariale de l'éducation artistique et culturelle

Retour sur plusieurs dispositifs locaux, menés en villes moyennes, avec ou sans le concours de l'Etat. Ces exemples ont pour vocation de témoigner de la diversité des projets menés dans nos villes, mais aussi de montrer qu'en dépit de situations hétéroclites, on retrouve certaines tendances notables concernant les modes de partenariats qui se nouent sur le terrain ou sur les modes de financements.

➔ **Position FVM :** De façon générale, la FVM considère que l'éducation culturelle doit s'appuyer sur les forces existant dans chaque territoire : la présence d'un musée, d'une résidence d'artistes, d'un tissu associatif. Elle demande donc que soit pris en compte de manière fine le cadre territorial dans lequel s'inscrit chaque projet.

➔ **Position FVM :** La FVM rappelle la nécessité d'un dialogue renforcé entre les DRAC, les rectorats et les chefs d'établissement afin d'harmoniser les objectifs de l'éducation culturelle (de grandes disparités existant sur ce point entre les régions).

Les contrats d'éducation artistique locaux

L'exemple de Beauvais

Un dispositif qui a fait ses preuves...

La Ville de Beauvais a depuis de nombreuses années un Contrat d'Education Artistique Local (CLEA) auquel la ville tient particulièrement, en raison notamment de son originalité, et de son caractère très enrichissant pour les enfants.

Mais des freins de plus en plus marqués

Financement : si depuis les débuts les budgets étaient supportés à parts égales par la Ville, la DRAC, et l'Education Nationale, les financements de l'Etat n'ont fait que diminuer d'année en année. Actuellement, le dispositif n'est plus financé par notre inspection académique qu'à la même hauteur que les autres (PAC, PEC, etc...) et diminue les crédits d'année en année, ce qui fait que la Ville porte désormais ce projet à plus de 50%.

➔ La Ville maintient ses engagements et va même au-delà en compensant seule le désengagement financier de l'Etat. Elle s'inquiète donc d'une ambition trop grande du ministère, d'envisager de nouveaux dispositifs quand les dispositifs actuels souffrent déjà d'un désengagement financier de sa part.

Partenariats et gouvernance : depuis plusieurs années, l'inspection académique tente de diminuer les projets et se montre de plus en plus exigeante avec les enseignants dans la rédaction des projets, ce qui en décourage plus d'un... Cette impression se dégage de façon très nette des comités de pilotage et des discussions avec les professeurs des écoles.

Le service culturel de la Ville dispose d'un personnel compétent, très diplômé, et les élus responsables sont également parfaitement en mesure d'apprécier la pertinence des projets. Pourtant, la Ville a toujours l'impression que l'Education nationale est la seule habilitée à en juger, et donc à prendre les décisions, alors que c'est elle qui donne le moins de financement.

➔ **Proposition FVM :** Nous demandons donc que les règles encadrant la rédaction des projets soient assouplies, que la part de décision (validation et choix) laissée aux élus locaux et personnel des collectivités soit plus juste, au regard des financements apportés par chacune des parties, et du sérieux

avec lequel les projets sont instruits par la collectivité.

Perspectives pour l'avenir : le CLEA de Beauvais comporte cette année 15 projets, alors qu'on en comptait 10 de plus il y a 7-8 ans à Beauvais. Ce nombre de projets témoigne de l'engagement de la ville et de sa volonté de maintenir, malgré tout, un accès à la culture et à l'art de qualité pour les enfants, en espérant voir ce nombre repartir à la hausse dans les prochaines années.

Les Plans Territoriaux d'éducation Artistique et Culturelle

L'exemple de Saint-Dié-des-Vosges

La ville de Saint-Dié-des-Vosges a été précurseur dans le domaine de l'EAC puisque son plan territorial d'éducation artistique a été l'un des premiers mis en place en France, il y a 10 ans. Un poste ETP a été détaché de l'Education Nationale pour animer le PTEA. En juin dernier, une équipe du ministère de la culture et de la communication a fait le déplacement à Saint-Dié pour constater les réalisations locales et modéliser ce dispositif qui en dix ans, a concerné au moins 10 000 élèves dans une ville moyenne de 23 000 habitants et ses environs ruraux.

A la rentrée de septembre, pourtant, malgré les encouragements de la Ministre de la Culture, l'Education Nationale a supprimé ce poste. Ce désengagement de l'Etat est fortement pénalisant pour le projet. Depuis, le Conseil Général insiste pour que les collectivités locales emploient elles-mêmes du personnel, voire recourent à des « services civiques », dont le coût est moindre.

Outre la pression financière que représente le désengagement de l'Etat et le transfert de charge sur la collectivité qui se voit obligée, pour donner suite au plan, de recruter elle-même et à ses frais son propre personnel, la Ville de Saint-Dié-des-Vosges est choquée du peu d'exigence de l'Etat et des partenaires du projet, pour qui un poste détaché de l'éducation nationale peut se voir remplacé par un « service civique », c'est-à-dire un jeune bénévole ou quasi bénévole certes dévoué mais ni qualifié ni expérimenté pour exercer ce poste et remplir sa mission.

➔ **Proposition FVM :** La FVM veut, par cet exemple, montrer que la première ambition de l'Etat en matière d'EAC, doit être de conforter les dispositifs existants qui ont fait leur preuve, les PTEA en étant un bon exemple.

➔ **Position FVM :** La FVM s'inquiète de la capacité de l'Etat à préserver ses dotations de personnel.

Actions portées par la ville de Vitré

La ville et l'agglomération de Vitré ont fait le pari de l'éducation artistique et culturelle, comme facteur de réussite pour les enfants, comme outil en faveur d'une plus grande mixité, et d'un épanouissement de chacun, à commencer par les plus petits d'entre nous. Les initiatives mises en place sont toutes impulsées, financées et menées intégralement par la collectivité. Elles sont le fruit d'une volonté politique forte, d'un besoin pressenti, et non d'une compétence obligatoire.

- Création d'une arthothèque et déplacement du personnel de l'arthothèque dans les écoles, sur le temps du midi. Il s'agit d'une employée municipale, dont le poste est entièrement financé par la Ville.

- Classes CHAM 'classes musicales à horaire aménagé' : la ville a bénéficié du dispositif mis en place par l'Education nationale. Elle a fait le choix de mettre en place la classe CHAM dans une école non pas du centre-ville mais plutôt excentrée, dans un quartier en difficulté. Ce dispositif a été extraordinairement positif en termes de mixité : il a amené dans cette école des d'enfants aux bons résultats scolaires, ayant jusqu'alors été scolarisés dans des écoles du centre-ville, tirant ainsi le niveau vers le haut. L'apprentissage de la musique permet à l'enfant de s'épanouir, il est aussi le gage d'une meilleure concentration en classe.

- D'autres initiatives permettent aux élèves des collèges et lycées de participer à des spectacles, de se rendre au théâtre dans les lycées, ou encore de bénéficier de projet réalisés dans le cadre de résidences d'artistes. Un film a ainsi été réalisé avec les jeunes d'un lycée professionnel. Le résultat est extrêmement positif.

- Mise à disposition par Vitre communauté d'un professeur de théâtre du conservatoire dans les lycées pour près de 100 heures par an, afin que les élèves prennent confiance et eux, jouent aussi dans des pièces ou écrivent eux-mêmes du théâtre.

Actions exemplaires et bonnes pratiques en villes moyennes

Les trois exemples d'initiatives suivants sont extraits de l'ouvrage « Objectif culture », tome 3 de la collection Bonheurs de Villes, réalisé par la Fédération des Villes Moyennes (transmis par courrier postal).

Exemple des villes d'art et d'histoire

Saintes - p.26 à 29 - Recrutement, par la ville et l'atelier du patrimoine de Saintonge, et sous l'impulsion de la DRAC, d'un médiateur du patrimoine, afin de développer des actions culturelles et d'éduquer la population au patrimoine local (archéologie, collections, patrimoine, urbanisme, cadre de vie...). De nombreuses activités créatives et éducatives sont proposées au jeune public des écoles, en dehors et sur le temps scolaire. Du personnel hautement qualifié se déplace alors dans les écoles : services éducatifs de l'Atelier du patrimoine et des musées, guides conférenciers... Le projet pourrait s'étendre au public empêché et notamment aux maisons de l'enfance.

Exemple de partenariats réussis

Rambouillet - p.74 à 77 - résidences d'artistes et partenariats avec les écoles, collèges, lycées : théâtre, contes musicaux, ateliers d'écriture, sketches d'improvisation, réalisation de courts métrages... Initiative cofinancée par la ville, la DRAC, le CG et le conseil Régional. Mobilisation de l'ensemble de la chaîne des acteurs : personnel de la médiathèque, librairie, acteur, artistes et amateurs... Budget : 80 000€

Exemple d'initiatives pour se rapprocher des publics « empêchés » et réduire les inégalités d'accès à la culture

Béziers - p.62 à 65 - création d'une « médiathèque ambulante » afin de rejoindre les enfants des quartiers en difficulté qui ne fréquentaient pas la médiathèque.

Développer et articuler les actions proposées aux jeunes pendant leurs différents temps de vie

Nous comprenons que le projet de réforme de l'EAC est indissociable du projet de réforme sur les rythmes scolaires. Si les maires accueillent favorablement l'idée d'une modification des rythmes scolaires et d'un encouragement à la pratique d'une activité physique, culturelle ou artistique à l'école, ils ont toutefois émis un certain nombre d'inquiétudes au ministre Vincent Peillon, que nous avons jugé utile de vous rappeler dans cette note.

Expérimentation

→ Les maires des villes moyennes jugent cette réforme précipitée et se montrent favorables à une expérimentation du dispositif avant sa généralisation à toutes les communes. Il conviendrait de lancer le dispositif dans certaines villes volontaires pendant deux ans, puis de l'évaluer et de le généraliser ou de l'adapter selon les conclusions tirées. Une mise en place de la réforme dès la rentrée de 2014 leur semble prématurée. De plus, le calendrier électoral se montre très contraignant puisque la réforme risque d'être préparée par des équipes municipales qui auront changé à la rentrée de 2014 et n'auront pas travaillé le changement.

Parties prenantes de la réforme

→ Cette réforme nécessite un lourd travail de préparation pour les collectivités, les enseignants, mais aussi pour tous les acteurs concernés par la réforme : acteurs du monde de l'EAC, professeurs des écoles de musique, de danse, personnel des conservatoires, musées, équipements culturels des communes.

Transfert de compétence

→ La FVM tient à rappeler que contrairement à ce qui semble avancé par le ministère de l'Education Nationale, cette réforme représente bien une compétence nouvelle pour les collectivités. En tant que transfert de compétence, elle se doit donc d'être couverte par une loi préalable pour être opératoire.

Transferts financiers :

→ Qui dit transfert de compétence, dit transfert financier ou dotation de participation. Or, le fonds de soutien de 250 millions d'euros ne sera disponible que pour les premières collectivités qui s'engageront, et ne suffira pas. Plusieurs maires de villes moyennes adhérentes à notre fédération ont procédé à une estimation du coût financier de la réforme pour leur ville. A Quimper, ce coût s'élève à plus d'1,6 million d'euros, et reviendrait, pour la financer, à augmenter la fiscalité de 2,6 à 4,75 points. Au Creusot, le coût total hors cantine du mercredi correspond à une augmentation de 2 points de la fiscalité. A Béziers, le coût de recrutement des 490 animateurs pour encadrer les élèves jusqu'à 16h30, et du surplus de fonctionnement de la cantine, s'élèverait à près d'1 million d'euros - hors écoles privées.

Compte tenu des baisses de dotations annoncées et de l'impossibilité d'augmenter davantage les impôts, en raison des hausses déjà annoncées pour le contribuable en 2013, les villes sont dans l'impasse et ne pourront trouver les financements nécessaires. D'autant que les budgets 2013 sont déjà ficelés, et n'ont pas intégré ces coûts.

NB : voir en annexe le courrier adressé par Bernard Poignant, maire de Quimper et président de la commission culture de la FVM, à Vincent Peillon, ministre de l'Education Nationale.

Encadrement des élèves - responsabilité

→ La réforme envisage de « garder les élèves jusqu'à 16h30 dans l'école », ce qui implique : d'édicter des règles et des normes pour encadrer ce dispositif, notamment pour ce qui est de la responsabilité ; d'encadrer les enfants. Or, l'Education Nationale impose 1 encadrant pour 8 élèves. Il va donc falloir trouver un nombre très important d'animateurs, et pour des temps très partiels. En ville moyenne, cela revient à recruter environ 490 animateurs supplémentaires pour encadrer tous les élèves. Les maires demandent donc que soient allégées au préalable les normes d'encadrement. Les maires craignent enfin une incapacité physique à accueillir tous les élèves jusqu'à 16h30. De même, l'organisation d'activités artistique (musique, danse, théâtre), nécessite de pouvoir offrir des salles disponibles. Or les salles devraient être utilisées par les professeurs qui proposeront du soutien scolaire.

Transport scolaire

→ Le coût de cette réforme en matière de transport scolaire est gigantesque et disparate selon les communes. Il modifie les horaires de sortie d'école et oblige à la mise en service de car scolaires un jour supplémentaire par semaine. Les élèves habitants les communes rurales ou en périphérie des villes risquent d'être pénalisées.

* * *

Conclusion

La FVM se félicite de l'attention portée par le Ministère de la culture et de la communication sur l'éducation artistique et culturelle. Il rejoint en cela l'engagement local des villes moyennes.

Toutefois, la FVM appelle le Ministère à ajuster ses ambitions aux capacités de financement de l'Etat, déjà fortement diminuées ces dernières années, et à celles des collectivités locales qui ne peuvent pas se permettre d'augmenter leurs budgets, déjà victimes d'un gel des dotations.

Si malgré tout le Ministère cherchait à s'inspirer de projets réussis afin de les généraliser, nous espérons qu'il puiserait dans l'extra-ordinaire éventail d'initiatives proposées par les villes moyennes.

Synthèse des positions et propositions de la FVM

- De façon générale, la FVM considère que l'éducation culturelle doit s'appuyer sur les **forces existant dans chaque territoire** : la présence d'un musée, d'une résidence d'artistes, d'un tissu associatif. Elle demande donc que soit pris en compte de manière fine le cadre territorial dans lequel s'inscrit chaque projet.
- La FVM rappelle la nécessité d'un dialogue **renforcé entre les DRAC, les rectorats et les chefs d'établissement** afin d'harmoniser les objectifs de l'éducation culturelle (de grandes disparités existant sur ce point entre les régions).
- La FVM demande que les **règles** encadrant la rédaction des projets locaux de développement artistique et culturels, proposés dans le cadre **des CLEA soient assouplies**, que la **part de décision (validation et choix) laissée aux élus locaux et personnel des collectivités** soit plus **juste**, au regard des financements apportés par chacune des parties, et du sérieux avec lequel les projets sont instruits par la collectivité.
- La FVM s'inquiète d'une ambition trop grande du ministère, d'envisager de nouveaux dispositifs quand les dispositifs actuels souffrent déjà d'un **désengagement financier** de sa part, en particulier les PTEA.
- La FVM s'inquiète de la capacité de l'Etat à préserver ses **dotations de personnel**.
- La FVM juge la **réforme des rythmes scolaires précipitée**, y compris pour ce qui relève de son volet ayant trait à l'éducation artistique et culturel dans les écoles. Elles demandent que soit mise en place une expérimentation du dispositif sur deux ans avant sa généralisation et /ou adaptation à toutes les communes.
- La FVM s'inquiète du **coût financier** des réformes envisagées par le Ministère et demande que soit chiffrée et clairement communiquée la part financière que devront porter les collectivités dans ces réformes.